

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Troyes, le 21 août 2024

Nos réf. : SAU/FB/SP n° 24-450

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 août 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED

3, rue des Prés de Lyon
10600 La Chapelle-Saint-Luc

Code AIOT : 0005701952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 août 2024 dans l'établissement COVED implanté 3, rue des Prés de Lyon 10600 La Chapelle-Saint-Luc. L'inspection a été annoncée le 9 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de constater la conformité à l'arrêté d'emise en demeure n°PCICP2023235-0002 du 23 août 2023 et de constater la conformité à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°PCICP2024176-0001 du 24 juin 2024 pris à la suite de l'incendie du 8 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED
- 3, rue des Prés de Lyon 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Suites sinistre du 8 mai 2024 –gestion provisoire déchets – stockage	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Suites sinistre du 8 mai 2024 – mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 3	Sans objet
3	Suites sinistre du 8 mai 2024 – cuves de déchets dangereux	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 4	Sans objet
4	Suites sinistre du 8 mai 2024 – surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 5	Sans objet
5	Suites sinistre du 8 mai 2024 – déchets issus de l'incendie	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 6.1	Sans objet
6	Suites sinistre du 8 mai 2024 – eaux d'incendie	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 6.2	Sans objet
7	Suites sinistre du 8 mai 2024 – impacts extérieurs	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 7	Sans objet
8	Suites sinistre du 8 mai 2024 –gestion provisoire déchets	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.1	Sans objet
10	Suites sinistre du 8 mai 2024 –gestion provisoire déchets – exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant post sinistre sont conformes aux attendus. Toutefois, l'aire de stockage provisoire n'est pas sur rétention

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : La société COVED est mise en demeure, pour son site de LA CHAPELLE SAINT-LUC, de respecter les articles 8.1 et 8.3 de l'arrêté préfectoral n°00-0348A du 2 février 2000 dans un délai de 12 mois.
Constats : Par courrier du 15 juillet 2024, la société COVED a transmis à la préfecture de l'Aube les résultats des dernières analyses des eaux pluviales et des eaux de lavage extérieur des camions. Les analyses montrent un respect des valeurs limites des rejets prescrits aux articles 8.1 et 8.3 de l'arrêté préfectoral n°00-0348A du 2 février 2000. Le retour à la conformité est ainsi constaté, l'arrêté de mise en demeure peut donc être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des installations
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- surveillance de l'auto-échauffement des déchets,- sécurisation des abords de la zone sinistrée,- délimitation d'une zone de sécurité dans laquelle aucune circulation et aucun stationnement de véhicule n'est autorisé,- surveillance de l'état de la structure du bâtiment impacté par l'incendie,- surveillance de l'efficacité des zones de rétention des zones sinistrées. <p>Une étude de stabilité des bâtiments impactés est réalisée.</p>
Constats : <p>Une surveillance de l'auto-échauffement a été réalisé du 9 mai au 20 juin 2024. Le registre de suivi a été présenté lors de la visite et transmis à l'inspection par courriel du 14 août 2024.</p> <p>Une caméra thermique sur mât a été installée (confirmée lors de la visite d'inspection) depuis le 13 juin 2024 reliée aux téléphones portables de tous les encadrants du site avec système avec alerte pour levée de doute. La connexion entre la caméra et les téléphones des représentants de la société COVED a été faite lors de la visite.</p> <p>Présence pendant 3 mois depuis mi-mai jusque fin septembre d'un agent de la société Troyes sécurité qui fait des rondes sur site et reporte sur un cahier les constats de saronde. Les rondes sont effectuées de 21h00 4h00 en semaine et de 15h00 au lundi 4h00 pour les week-end et jours fériés.Cette organisation vient en complément des rondes déjà en place 4 fois par nuit et de la détection caméra thermique.</p> <p>Le cahier de ronde a été présenté à l'inspection lors de la visite d'inspection. Par échantillonnage, l'inspection a constaté les observations pour les rondes effectuées les nuits des 6 et 7 août 2024, dates pendant lesquelles, il n'a pas été constaté d'alerte.</p> <p>La sécurisation des abords de la zone sinistrée et la délimitation d'une zone de sécurité ont été réalisées, un rapport de mise en place avait été transmis à l'inspection par courriel du 13 mai 2024.</p> <p>Les surveillances ont été réalisées, les rétentions n'ont pas été impactées et leur intégrité a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – cuves de déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des cuves de stockage de déchets dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les cuves de stockage de déchets dangereux en vrac qui ont été impactées par le flux thermique de l'incendie. Cette liste est transmise sous 5 jours à l'inspection des installations classées. Il prend toute disposition pour vider ces cuves sous 15 jours. Le bilan de cette action est transmis sous 1 mois à l'inspection des installations classées. Avant toute réutilisation des cuves identifiées pour le stockage de déchets dangereux liquides en vrac l'exploitant réalise un programme d'inspection adapté. L'ensemble des éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, notamment la pertinence et la suffisance des contrôles.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un audit des cuves les plus proches du sinistre et a procédé à leur vidange et leur destruction. Les cuves ont ensuite été enlevées par la société PAPREC METAL DECONSTRUCTION qui a fait la déconstruction du bâtiment et envoyées soit pour traitement soit en valorisation ferraille. L'intervention sur les cuves a été réalisée après déconstruction de la structure. Les Bordereaux de suivi de déchets ont été présentés lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance thermique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance thermique de la zone sinistrée ainsi que des cuves situées à proximité et susceptibles d'avoir été impactées par le flux thermique de l'incendie. Ce suivi est réalisé trois fois par jour au niveau : <ul style="list-style-type: none">- des fûts qui ont été impactés par le flux thermique,- des cuves de stockage des déchets en vrac,- de la zone de stockage de déchets dangereux conditionnés qui a brûlé,- de la zone de lavage des véhicules. Ce suivi est en complément des moyens de surveillance et de détection existants. Ce suivi est maintenu jusqu'à enlèvement complet des déchets brûlés. Les données relevées sont consignées dans un registre spécifique tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une surveillance de l'auto-échauffement a été réalisé du 9 mai au 20 juin 2024. Le registre de suivi a été présenté lors de la visite et transmis à l'inspection par courriel du 14 août 2024. Les moyens de surveillance complémentaires sont décrits dans le constat n°2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – déchets issus de l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site sous 1 mois et assure la traçabilité des actions engagées
Constats : Les travaux de déconstruction ont débuté le 17 juin 2024 comprenant l' intervention et l'identification amiante et décontamination. Les travaux ont duré environ 15 jours.L'exploitant indique que l'inspection du travail est également intervenue pour relecture du plan de retrait et son application et travaux à réaliserL'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets :BSD-20240604-PGKZMM6HT, BSD-20240702-D4V5676MD, BSDA-20240620-K8939MYN3, BSDA-20240620-S2AZX6P3J, BSDA-20240625-92721EYNA, BSDA-20240628-FW3H71SPM, BSDA-20240702-0Y469NXYJ, BSDA-20240702-FK1KANZ6A pour l'ensemble des déchets issu du sinistre attestant de l'évacuation vers les filières idoines autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – eaux d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des eaux d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un programme d'évacuation des eaux d'extinction incendie issues de l'incendie. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de toutes les eaux polluées présentes sur le site sous 1 mois et assure la traçabilité des actions engagées.
Constats : Par sondage, l'inspection a constaté l'ensemble des pièces pour un déchet, en l'occurrence « les eaux d'extinction incendie », la fiche d'information préalable, le certificat d'acceptation préalable (404891) et le BSD (BSD-20240604-PGKZMM6HT) sont cohérents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suites sinistre du 8 mai 2024 – impacts extérieurs

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des retombées atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude (plan de prélèvements, mesures, analyses, impacts) des retombées atmosphériques à l'extérieur du site notamment au niveau du parc de loisir attenant à l'arrière du site. L'étude doit proposer le plan d'actions éventuelles sur les volets environnementaux et sanitaires. Le compte rendu de l'étude est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois semaines après le sinistre. Ce compte-rendu est également transmis au maire de la commune d'implantation.
Constats : L'étude a été réalisée par la société EGIS ds le 10 mai 2024 et remise à l'inspection le 5 juin 2024. Les conclusions sont que les investigations menées sur les sols superficiels n'ont pas révélé d'impact des retombées atmosphériques émises par l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites sinistre du 8 mai 2024 –gestion provisoire déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités stockées
Prescription contrôlée : La quantité stockée est limitée à 30 tonnes. Les batteries et toute source productrice de chaleur sont interdites sur la zone de stockage. Les bombes aérosols sont stockées de manière à limiter les projections en cas d'incendie.
Constats : Lors de la visite d'inspection un état stock du 12 août 2024 a été présenté et fait état de 21,823 tonnes. Le suivi des poids se fait par estimation (abaques internes) ou sur la base d'un volume observée et la densité du déchet, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre un suivi continu avec report journalier des entrées et sorties afin de garantir que la quantité stockée ne dépasse pas 30 tonnes. Aucune batterie n'a été observée sur l'aire de stockage. Les bombes aérosols et bonbonnes de gaz sont stockées provisoirement sur l'aire de stockage en attente de leur stockage dans un conteneur fermé localisé entre l'aire de stockage et le pont bascule du site. Une autre localisation de ce conteneur est demandé à l'exploitant du fait de sa proximité de zones à forte circulation de véhicules sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suites sinistre du 8 mai 2024 –gestion provisoire déchets – stockage

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, caractéristiques de la zone de stockage provisoire
Prescription contrôlée : La zone de stockage est celle indiquée dans le plan en annexe au présent arrêté. La surface de la zone de stockage est limitée à 240 m². Les parois sont REI 120 ou équivalent. La zone de stockage est sur rétention avec un sol étanche.
Constats : La zone de stockage est bien celle initialement prévue et présentée en annexe à l'arrêté de mesure d'urgence. La surface mesurée sur site est de 207 m². Les caractéristiques des blocs béton est aux dires de l'exploitant REI120 et d'une hauteur de 3,60 m environ. Le sol est en béton et étanche, aucune fissure ou dégradation n'a été constatée. La rétention de la zone de stockage n'est pas assurée en permanence. Pour des facilités d'exploitation, deux façades sont libres d'accès et ne présentent pas de rétention permanentes. L'exploitant tient à disposition à proximité de la zone des « boudins » en cas de déversement accidentel. Toutefois, le volume de rétention n'est pas connu. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre une rétention de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/06/2024, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'exploitation provisoire
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage de déchets est limitée à 3 m. Tout stockage de matière ou déchet combustible est interdit à 5 m autour de la zone de stockage. Un flux thermique est réalisé pour confirmer l'absence d'effets domino sous 1 mois : en cas, de mise en évidence d'un possible effet domino, des mesures correctives visant à corriger ces possibles effets sont mises en œuvre sous 5 jours. L'ensemble des éléments est transmis, au plus tard 15 jours après la réception sur site, à l'inspection des installations classées. Une détection thermique de la zone de stockage est mise en place et intégrée au dispositif actuel. Les moyens de protection incendie dédiés sont mis en œuvre.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la hauteur de stockage était supérieure à 3 m, l'exploitant a réorganisé son stockage pendant la visite d'inspection pour respecter la limite des 3 m, qui est revenue à la conformité. Il a été constaté des contenants vides en plastique et doublés d'un sac en plastique pour le conditionnement de déchets dangereux le long extérieur d'une des parois de la zone de stockage. L'exploitant a réorganisé son stockage et a transmis une photo pour le confirmer et revenir ainsi à la conformité sur le stockage de matières combustibles à moins de 5 m. Qu'aucune matière ou déchet combustible n'est stocké à moins de 5 m de la zone de stockage. Un calcul de flux thermique a été fourni par l'exploitant montrant l'absence d'effet domino. La détection thermique mise en place a été décrite dans le constat n°2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite